

REGARDS

Magazine international d'informations générales - N°97 • JUILLET 2024 Prix : 1500 Frs CFA



1^{ère} CONFÉRENCE DE PRESSE

BASSIROU DIOMAYE FAYE SE LIVRE

- *Ousmane Sonko : Rien, ni personne ne peut nous séparer*
- *Non au règlement de comptes, oui à la reddition des comptes*

FÊTE DU 14 JUILLET À DAKAR

CHRISTINE FAGES, AMBASSADEUR DE FRANCE AU SÉNÉGAL



- *La France est à l'écoute et aux côtés du Sénégal, « Nio far »*
- *Nous ne prétendons pas à l'exclusivité de notre partenariat*

L'AXE DAKAR-PARIS VERS LA CO CONSTRUCTION D'UN PARTENARIAT ÉQUITABLE

- **Relever les défis communs**
- **Construire un avenir meilleur**
- **Bâtir une relation équilibrée**

EURO 2024

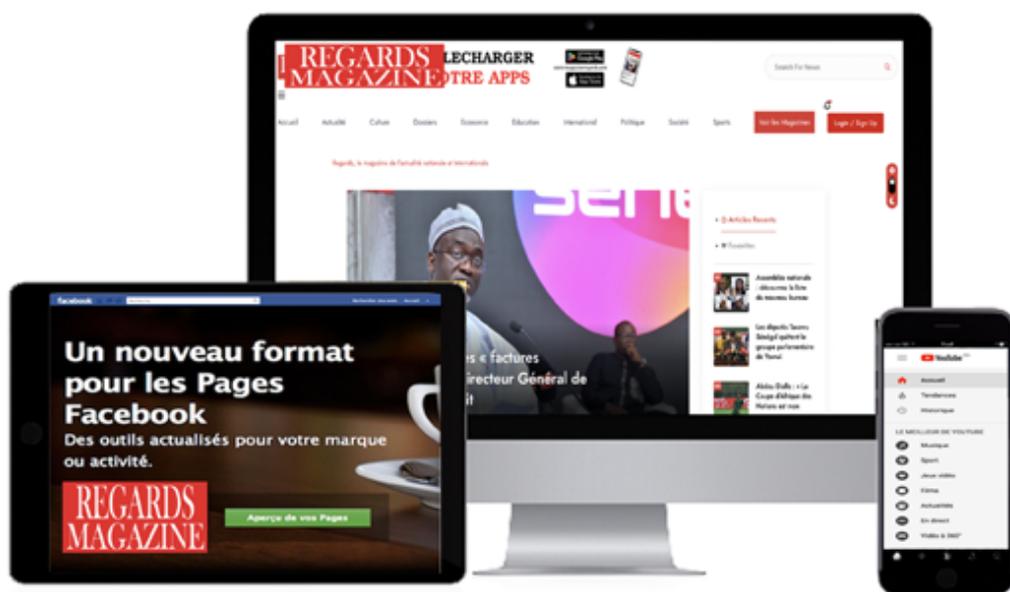
LE SACRE DE L'ESPAGNE

- *Lamine Yamal au pinacle de son art*



REGARDS

en version
numérique



• Site internet

www.magazineregards.com

• Compte facebook [magazineregards](https://www.facebook.com/magazineregards)

• Chaîne youtube [regardstv](https://www.youtube.com/regardstv)



Magazine d'informations générales
ISSN N° 0851-657X
Edité par Cauris COM

**Adresse : Dieuppeul 3
Villa N°2732 1^{er} étage
Avenue de la Liberté
prolongée (Dakar)
Tel. : 33 860 82 91**

Email : laye_fofana@yahoo.fr

**Fondateur / Administrateur
Directeur de Publication**
Abdoulaye Fofana SECK

Comité de Rédaction
Cheikh Tidiane DIEYE,
Amadou Lamine THIAM,
Ibrahima NDIAYE,
Ousmane SECK
Momar WADE,
Diarra DIOP

Conseiller éditorial
Cherif THIAM

Stratégie & Développement
Dr Abdourahmane KANE

**Directeur
Technico-artistique**
Abdoulaye FAYE

Marketing
Tabara DIOP

Coordination des textes
Muhammad Rassul SECK

Assistant administratif
Ousmane FALL

Impression
La Rochette

Distribution
ADP & Regards

SOMMAIRE

EN COUVERTURE

L'AXE DAKAR-PARIS

VERS LA CO-CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU
PARTENARIAT EQUILIBRE ET PROMETTEUR FACE AUX
ENJEUX ET DEFIS PRESENTS ET A VENIR



LES SENEGALAIS EN FRANCE (SENEF)
ET LES FRANÇAIS AU SENEGAL (FRANSEN)

UN ENJEU MAJEUR DE PART ET D'AUTRE

FORUM GAVI

TEMPS FORTS DE L'ALLOCUTION DU
PRESIDENT BASSIROU DIOMAYE FAYE

BASSIROU DIOMAYE FAYE ET
EMMANUEL MACRON

UNE NOUVELLE IMPULSION
AU PARTENARIAT ENTRE
LE SÉNÉGAL ET LA FRANCE

Pages 6-18

POLITIQUE

65^{ÈME} SOMMET DE LA CEDEAO

LE PLAIDOYER DU PRESIDENT BASSIROU DIOMAYE FAYE

INTERVIEW AVEC DR. BAKARY SAMBE,
DIRECTEUR REGIONAL DU TIMBUKTU INSTITUTE

PREMIERE CONFERENCE DE PRESSE
DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
BASSIROU DIOMAYE FAYE SE LIVRE



Pages 20-23

ACTUALITE

LE PR BASSIROU DIOMAYE FAYE REÇOIT LES LETTRES DE CREANCES DES
AMBASSEURS DE LA COLOMBIE ET DE LA REPUBLIQUE DE COREE

LE PM OUSMANE SONKO REÇOIT EN AUDIENCE LES AMBASSEURS DE
BELGIQUE ET DU KOWEÏT

VISITES DU PM OUSMANE SONKO AU KHALIFE GENERAL DES MOURIDES
ET AU KHALIFE GENERAL DES TIDIANES

FETE DU 14 JUILLET A DAKAR

LES TEMPS FORTS DU DISCOURS DE CHRISTINE
FAGES, AMBASSADEUR DE FRANCE AU SENEGAL



Pages 28-35

INTERNATIONAL

LEGISLATIVES EN FRANCE

LA VÉRITABLE LUTTE DE POUVOIR
APRÈS LES LEGISLATIVES

Page 36-38

SPORTS

DER/FJ

AIDA MBODJ NOMME SADIO MANE
AMBASSADEUR DE BONNE VOLONTE

Page 39-42

L'AXE DAKAR-PARIS CONSTRUIRE UN AVENIR MEILLEUR DANS UNE RELATION EQUILIBREE ET PROMETTEUSE

C'est sous le ciel de profonds bouleversements institutionnels quasi concomitants au Sénégal comme en France, que survient l'aube d'une ère nouvelle dans les vieilles et multiformes relations entre les deux pays.

Opportunité ou menace ? L'arrivée du Nouveau Front Populaire (NFP) regroupant les forces de gauche et majoritaires au parlement français pourrait infléchir la politique étrangère de la France et subséquemment celle franco-sénégalaise.

Le jeu des alliances au sein de l'Assemblée nationale en déterminera la tendance forte dans tous les cas de figure, défavorable au macronisme.

Inversement, l'accession de Bassirou Diomaye Faye à la tête de l'exécutif sénégalais portera la marque d'un souverainisme panafricaniste décomplexé, qui entend réinstaller une diplomatie résolument exigeante de respect des parties prenantes, soucieuse d'équité et dépouillée de toute sujétion ou condescendance.

Clairement affirmée et sans verser dans les proclamations et incantations aventureuses des « africanistes radicaux de salon et du verbe », la nouvelle doctrine diplomatique sénégalaise repose sur une totale liberté d'initiative et de Choix, qui aura pour principal référentiel l'intérêt du Sénégal, de son peuple et le renforcement de la solidarité africaine. Il est porteur d'un nouveau partenariat d'égal à égal.

A cette aune, la françafrique aura peu de place pour survivre, celle-là que le Président Emmanuel Macron lui-même appelait de tous ses vœux à s'éclipser pour faire place à une nouvelle ère de la France en Afrique, celle de l'Afrique avec la France.

Si des ruptures doctrinales, de pratiques et de simple réalisme se font jour, le Sénégal et la France ouvriront une nouvelle page qui remisera dans les combles



• Par Abdoulaye Fofana SECK



de l'histoire plus de trois siècles de dépendance ouverte puis voilée, aux effets difficilement soutenables.

Mille et une considérations militent en faveur de l'exercice de rapprochement inauguré par le déjeuner à l'Élysée en tête à tête entre les Présidents Bassirou Diomaye Faye et Emmanuel Macron.

Première rencontre entre les deux têtes de l'Exécutif des deux pays, ce déjeuner a eu valeur de brise-glace et a permis à chacun de se familiariser avec l'autre, ouvrant ainsi la voie à une confiance entre deux êtres humains investis de pouvoirs d'Etat à nuls autres égaux dans leurs pays respectifs.

La présence notoire dans chacun des deux pays de fortes communautés nationales de l'un chez l'autre, le poids économique

considérable qu'elles pèsent ainsi que les enjeux géostratégiques en Afrique de l'ouest, représentent des facteurs objectifs d'optimisme sur l'avenir des rapports franco-sénégalais.

Certes, il serait angélique de considérer que tout est rose sur le tableau, que certaines questions ne sont pas sensibles et que certains sujets ne fâchent pas, cependant leur prise en charge, à la faveur des nouveaux paradigmes, laissent entrevoir qu'aujourd'hui plus que jamais le réalisme cédera la place aux émotions et l'intérêt mutuel au passivisme stérile est contreproductif. A ce prix, les deux pays et leurs peuples respectifs que trop de liens unissent seront les grands gagnants. In fine, entre la France et le Sénégal, ça peut plier, en bien ; mais ça ne rompra jamais, en mal. ♦



L'AXE DAKAR-PARIS

VERS LA CO-CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU PARTENARIAT EQUILIBRE ET PROMETTEUR FACE AUX ENJEUX ET DEFIS PRESENTS ET A VENIR

C'est dans un contexte géostratégique singulier pour le moins indécis avec de profonds rééquilibrages politiques en France que survient la question de la redéfinition du contenu et de l'organisation des relations multiformes et pluriséculaires qui lient le Sénégal à la France.



REDEFINITION CERTES MAIS POINT DE RUPTURE RADICALE

La France est quelque peu secouée comme jamais auparavant, chez elle et en Afrique de l'Ouest, quasiment en cassure profonde avec des pays de la bande sahélo-saharienne d'importance stratégique qui se sont regroupés dans une entité dénommée AES (Alliance des Etats du Sahel), comprenant le Mali, le Burkina Faso et le Niger, trois Etats dirigés par des officiers supérieurs qui ont pris le pouvoir par les armes.

Le Sénégal, pour sa part a réalisé une alternance démocratique par voie électorale, unanimement saluée, qui a porté à la tête de l'Etat, le 24 mars 2024, Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko, deux leaders du Pastef, résolument porteurs d'un projet souverainiste et panafricaniste, qui subséquemment, entend redéfinir ses relations avec tous ses partenaires dans une perspective d'égale dignité, sur la base du respect mutuel et d'intérêts équitables et mutuellement avantageux. La France y compris et au premier chef.

REDEFINIR, CO-CONSTRUIRE, RENOUVELER LA DOCTRINE D'UNE RELATION MULTISECULAIRES. DEPASSER LA FRANCAFRIQUE

Si la France est présente au Sénégal depuis plus de quatre siècles, son histoire dans sa voie d'entrée en Afrique coloniale porte les marques d'épreuves sanglantes et terribles qui ont été dépassées par des luttes

héroïques et d'après rapports de forces politiques ponctués par l'indépendance du Sénégal en 1960.

Très tôt mis en contact avec la France et ayant abrité la capitale de l'ex empire colonial français en Afrique, à Saint-Louis puis Dakar, le Sénégal dont les représentants siégeaient dès le 18e siècle aux Assemblées françaises, a gardé de cet itinéraire un rapport singulier avec Paris.

Les régimes politiques postindépendances qui se sont succédés, ont tous gardé dans leur substance, ce lien fort et multiformes qui préside à la coopération franco-sénégalaise, laquelle repose sur une forte présence économique française, des convergences culturelles séculaires, des accords de défense et de coopération militaire très poussés, mais surtout une réelle prégnance des autorités françaises sur la marche de l'ex colonie, présentée par certains, avec la Côte d'Ivoire, comme les « enfants privilégiés », le pré-carré, le cœur de la Francafrique en Afrique de l'Ouest.

C'est précisément cette approche « franc africaine » que remet en cause l'arrivée du Président Bassirou Diomaye Faye au pouvoir au Sénégal, le 24 mars 2024 qui proclame sans ambages le rejet de cette doctrine néocoloniale et paternaliste.

C'est ici que se rencontrent la nécessité et la volonté pour ensemble œuvrer à déconstruire la philosophie et la pratique de la Francafrique, et lui substituer des relations de respect mutuel, de pays amis d'égale dignité, qui construisent en synergie un partenariat nouveau, équitable, soucieux des intérêts des deux parties et de leurs



peuples respectifs, soustrait à tout paternalisme ou velléité de condescendance.

Les Président Bassirou Diomaye Faye et Emmanuel Macron ont pu jeter les bases de cette co-construction majeure, conscients des enjeux et défis de l'heure, qui ne laissent de place à aucune possibilité de poursuivre ce qui a été du 18e siècle au début du 20e siècle, et qui appellent à une ferme exigence de préserver des liens fraternels mais justes, mutuellement avantageux et donc plus durables.

Il s'agit ici et maintenant d'ensevelir la Francafrique et d'en faire le deuil.

**S'ACCEPTER DANS
SES DIFFERENCES ET
SE RESPECTER DANS
SES SPECIFICITES
IDENTITAIRES ET
IDEOLOGIQUES**

Arrivés au pouvoir libres de toute dette ou redevance à l'égard de quelque puissance



ou coterie, sinon à l'onction populaire massive qui a adhéré à leur projet et les a adoubés, le Président Bassirou Diomaye Faye et le Premier Ministre Ousmane Sonko affichent un souverainisme et un panafricanisme décomplexés. Ils ont vite affiché le visage de leur régime politique qui se démarque de cette révérence sans réserve à l'égard des puissances tutélaires et brandissent leurs figures modèles avec fierté, qui ont noms, Mamadou Dia, Cheikh Anta Diop, Lumumba Patrice, Thomas Sankara entre autres figures historiques du continent africain. Nés il y a une, voire

deux décennies après l'indépendance, ils partagent avec l'actuel Président Emmanuel Macron cette réalité de n'avoir pas vécu l'ère coloniale, ni les premiers pas hésitants-et surveillés-des pères de la nation, au demeurant très francophiles, voire plus. Aucun d'entre eux n'a bénéficié de la nationalité française comme ce fut le cas des premiers Chefs d'Etat du Sénégal, qui, à de rares exceptions étaient ou avaient été binationaux, mariés à des conjointes françaises. A l'instar de leurs inspirateurs idéologiques, la seule aune à laquelle ils mesurent leurs

relations à l'autre, quel que soit le pays qu'il dirige, sera la défense de l'intérêt bien compris du Sénégal et de l'Afrique. Ils sont bien habités par une immersion profonde dans leur identité culturelle aussi bien dans le discours que par le port vestimentaire. Bassirou Diomaye Faye comme Ousmane Sonko affectionnent les discours en Wolof, repris en français, engoncés dans des costumes africains bien de chez eux, comme pour dire à leurs interlocuteurs, d'emblée, qu'ils sont sénégalais, parlent une langue sénégalaise, s'habillent en sénégalais et travaillent pour le Sénégal et l'Afrique.

Reste donc à renouveler une francophonie qui cohabitera avec des langues nationales sénégalaises qui ne seront plus des succédanées, mais des outils de communication et des bases linguistiques et culturelles affirmées, assumées et affichées.

Un tel enracinement culturel et identitaire articulé à une franche ouverture offre à la francophonie un apport enrichissant et rafraichissant, porteur d'un regain de vitalité. Amadou Lamine Sall, éminent poète sénégalais et porteur infatigable de cet idéal trouve ici la réponse satisfaisante à son interrogation, lui qui titrait il y a peu : « le wolof comme langue officielle à la place du français ? » Sa réponse vaut provision et respire sagesse : « la vérité est qu'il nous faut du temps et moins de hâte, de toc, de vanité, d'orgueil ! Pour nos langues nationales oui, il faut prendre le temps de s'y préparer, de s'organiser, de mettre en place tout l'arsenal pédagogique. Nous ne pouvons pas sauter dans le vide sans parachutes... ».

L'ECONOMIE, LA DEFENSE ET LA GEOPOLITIQUE OU L'INEVITABLE REAJUSTEMENT CONCERTÉ

Le temps d'un déjeuner en tête à tête de moins de deux heures, les Présidents Bassirou Diomaye Faye et Emmanuel Macron n'ont certes pas eu le loisir de faire le tour du nouveau partenariat qu'ils sont en train de co-construire pour le bien et les intérêts de leurs deux pays et de leurs peuples respectifs. Ils n'auront



certainement pas manqué, cependant, d'esquisser les grandes orientations qui définiront le traçage du contour et des grandes lignes qui gouverneront les futurs rapports économiques, sécuritaires, de défense et géostratégiques entre le Sénégal et la France. Le poids et les déséquilibres nés de la forte présence des entreprises françaises au Sénégal seront sans nul doute revisités vers une recherche d'un partenariat gagnant-gagnant plus équitable et mutuellement avantageux. La fiscalité des entreprises et filiales françaises au Sénégal donnera lieu à une mise à jour souhaitée ici et salutaire pour tous, car porteuse d'une saine

transparence.

L'exploitation des ressources aussi bien celles minérales qu'halieutiques passera par une réhabilitation de bonnes et vertueuses pratiques qui laisseront dans les rebus, les abus, illégalités et pratiques obscures qui font le lit de sentiments hostiles à un environnement des affaires favorable et apaisé.

À cet égard, la sécurité juridique et la protection indispensables à un environnement des affaires lisible, transparent, favorable et durable seront exigibles aux nouvelles autorités sénégalaises, tout comme ils le seront aux investisseurs et partenaires français et autres. La renonciation aux profits



excessifs et insoutenables, les contrats léonins, les abus de position dominante, la pratique de la corruption et la mainmise à peu de frais sur les richesses du pays méritent une attention toute particulière.

La question de la monnaie CFA participe des préoccupations à intégrer dans le cadre à la fois de l'UEMOA, mais aussi en phase avec les pays membres de la zone franc.

Cette préoccupation, comme d'autres, devra s'analyser hors de toute passion, précipitation ou radicalisme ostentatoire. De même, toute velléité de maintenir, contre toute raison, le statu quo sur la problématique de l'ordre monétaire actuel relèverait d'une certaine

erreur d'appréciation.

Sur le plan des accords de défense et de sécurité, tout porte à croire que le Sénégal et la France se dirigent vers des convergences communes.

Il n'est pas trop hasardeux de croire que l'on se dirige vers la suppression des bases françaises au Sénégal, sans que les accords de défense soient totalement dénoncés ; ces derniers seront selon toute probabilité, revisités dans une parfaite compréhension des intérêts souverains respectifs des deux pays.

Sur le plan géopolitique aussi bien la France que le Sénégal, ont une claire conscience de la nécessité d'œuvrer à une nouvelle approche de la

restauration de la paix et de la sécurité dans la bande sahélo-saharienne qui est le théâtre de plusieurs crises, qu'il importe d'urgence de résoudre.

Libre de toute sujétion à l'égard de quelque pays, en bons termes avec ses voisins immédiats dont la majorité, à l'exception de la Côte d'Ivoire, se trouve en froid avec la France, le Sénégal peut être une passerelle de transmission indépendante pour recréer un lien et susciter une nouvelle confiance juste et de respect mutuel.

Le Président Bassirou Diomaye Faye est au demeurant, investi de cette mission de médiateur de la CEDEAO auprès de l'AES. Une mission noble et exaltante, mais assurément ardue.

Un tel pari devra être compris pour l'intérêt de toutes les parties prenantes et non sur le fondement de certains discours radicaux, dit afro-centrés, tout de nihilisme et de romantisme discursif et très contreproductifs qui polluent les médias, singulièrement les réseaux sociaux.

En fine, tout concourt à l'émergence de l'aube d'une nouvelle ère dans la relation entre la France et le Sénégal. En dépit des considérables mutations politiques en France, la politique internationale est ici, pour tous les acteurs politiques, de quelque bord français qu'ils soient sur l'échiquier politique, un domaine où la doctrine est rarement contestée. Du côté du Sénégal, le nouveau paradigme repose sur l'affirmation d'une claire souveraineté, d'un panafricanisme affiché et d'une exigence de rupture sans possible retour à l'ordre ancien. Cela n'est point de l'ordre de l'impossible, en ce que c'est la volonté des deux parties. Et de leurs intérêts respectifs bien compris.

Amadou Lamine THIAM

LES SENEGALAIS EN FRANCE (SENEF) ET LES FRANÇAIS AU SENEGAL (FRANSEN)

UN ENJEU MAJEUR DE PART ET D'AUTRE

La présence dans chacun des deux pays de ressortissants qui composent une forte communauté dans l'autre est l'une des particularités des relations entre le Sénégal et la France. Fruit de la longue histoire entre les deux peuples, cette composante démographique pèse d'un poids certain sur chacun des deux pays pris individuellement, mais aussi et sans doute sur le présent et l'avenir de leurs relations.

LES SENEGALAIS DE FRANCE OU SENEFS, UN REEL POIDS ECONOMIQUE, CULTUREL, SOCIAL ET POLITIQUE, AUSSI BIEN EN FRANCE QU'AU SENEGAL

Ils seraient plus d'un million, incluant les binationaux, dont deux cent mille détiennent un titre de séjour selon le Consulat général du Sénégal à Paris. Ils pèsent d'un poids considérable sur la quasi-totalité des secteurs aussi bien à Paname qu'à Djolof, certains d'entre eux ayant excellé au point de toiser les sommets à l'échelle mondiale.



Rama Yade



Sibeth Ndiaye



Oumar Sy



Fatou Diome



Aïssa Maïga

C'est à eux que le Président Bassirou Diomaye Faye doit pour l'essentiel, son succès lors de l'épreuve de validation au « second tour » du parrainage qui a permis l'acceptation de sa candidature par le Conseil Constitutionnel sénégalais.

La représentation scintillante du génie franco-sénégalais est incarnée par les héritiers de Blaise Diagne, Lamine Guèye, Léopold Sédar Senghor et Lamine Arfang Senghor, entre autres figures historiques. Ils brillent de mille feux à

travers Rama Yade et Sibeth Ndiaye en politique, Oumar Sy et Aïssa Maïga dans l'industrie cinématographique, Fatou Diome et Marie Ndiaye dans le domaine fleuri des Belles Lettres, Booba en matière de culture urbaine, sans compter les milliers de talents scientifiques et techniques anonymes qui évoluent dans des domaines de pointe et intégrés judicieusement dans le creuset national français.

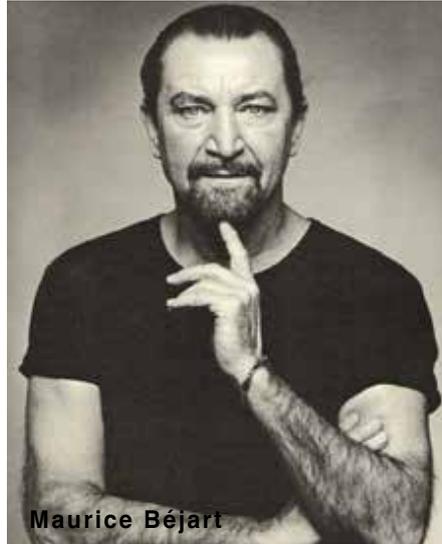
D'ILLUSTRES FRANÇAIS AU SENEGAL

Inversement, Gaston Berger et Maurice Bédart ont eu des héritiers à l'instar de Jean Claude Mimran, Gérard Senac, Vincent Bolloré et autres capitaines d'industrie de nationalité française dont la présence au Sénégal est bien prégnante.

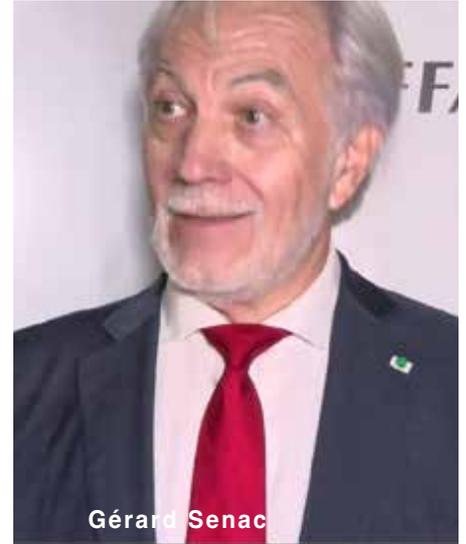


Gaston Berger

Au Sénégal, 20742 français seraient inscrits et installés en 2023 selon le Consulat Général de France à Dakar.



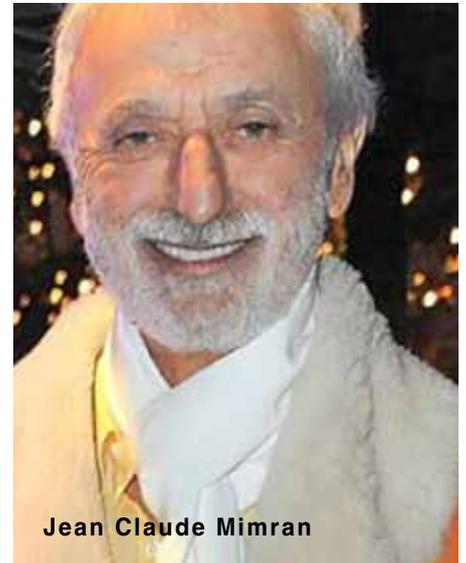
Maurice Bédart



Gérard Senac



Vincent Bolloré



Jean Claude Mimran

Legs de l'importance particulière des liens entre les deux pays, le Sénégal est l'un des rares, sinon l'unique pays d'Afrique subsaharienne avec lequel la France tient un séminaire intergouvernemental, alternativement à Dakar et à Paris, la dernière édition s'étant tenue le 08 décembre 2022 en France.

D'une certaine manière, les diasporas sénégalaise et française pèsent d'un poids considérable sur les grands équilibres aussi bien économiques que sociaux, voire politique dans leur pays d'origine.

LES SENEFS, UNE COMMUNAUTE QUI PESE ET QUI COMPTE

Les transferts financiers substantiels qu'ils effectuent au profit de leurs familles restées au Sénégal d'un montant de 2,9 milliards de dollars US en 2023 selon la Banque Mondiale, contribuent grandement à les maintenir la tête hors de l'eau, leur assurant des revenus substantiels et réguliers quasi vitaux et à tout le moins nécessaires à la satisfaction de leurs besoins de base.

Ils se sont révélés très actifs



S.E.M. Christine Fages,
Ambassadeur de France au Sénégal



S.E.M. EL Hadji Magatte SEYE,
Ambassadeur du Sénégal en France

pour ne pas dire décisifs dans le combat politique qui a assuré l'accès au pouvoir du Président Bassirou Diomaye Faye, s'assurant ainsi une reconnaissance réelle au sein de la nation sénégalaise et auprès du nouveau régime. Ils furent à l'avant-garde du combat démocratique par leur forte mobilisation et par leur apport en fonds.

A cet égard, la prise en charge correcte et la satisfaction de leurs préoccupations par les autorités diplomatiques et consulaires du Sénégal en France et plus largement à l'étranger est une forte demande sociale de leur part. Ils n'ont de cesse de fustiger le remplissage de ces « territoires sénégalais en France » par des militants politiques sans qualification aucune, mais aussi et surtout le faible niveau d'accueil et de traitement de leurs dossiers administratifs. S'y ajoute la quasi absence de ces diplomates à leurs côtés dans les circonstances qui les mettent face à des insatisfactions ou difficultés de traitement par l'Administration française : difficile accès aux visas, aux titres de séjour et

au logement, stigmatisation, violences diverses et harcèlements, sur-cotation des droits et frais scolaires discriminatoires, et tutti quanti. Pour sûr, dans la redéfinition des rapports de Coopération et de partenariat entre la France et le Sénégal, la question du traitement des sénégalais installés en France occupe une place de choix, à la mesure du poids de l'influence dans les deux pays de cette communauté franco-sénégalaise, lato sensu.

REEQUILIBRAGE ET REPOSITIONNEMENT DE MAJORS FRANÇAIS

Comptera aussi dans cette problématique, le repositionnement et le réajustement de puissants capitaines d'Industrie français au Sénégal, dont les positions quelques fois de quasi-monopole peuvent paraître dominantes, voire très pesantes dans l'économie nationale. Elle reposerait alors sur la base de la redéfinition de règles et pratiques raisonnées, à la place de celles en vigueur,

jugées déséquilibrées aux yeux des nouvelles autorités du Sénégal.

Jean Claude Mimran (Compagnie Sucrière Sénégalaise), Gérard Senac (EIFFAGE), Vincent Bolloré, les secteurs miniers, des Tic (Orange, Canal Horizon, de la distribution (Auchan, Damag), des infrastructures diverses des banques et compagnies d'assurances, seront certainement appelés à s'inscrire dans une nouvelle dynamique relationnelle qui reposera sur des accords et partenariat gagnant-gagnant. Rien, cependant ne devrait laisser croire que le Sénégal et la France marchent vers des ruptures irréversibles ou des cassures irrémédiables, les ressorts de cette relation étant multiples et les intérêts réciproques de nature essentiels pour chacun d'entre eux.

Il s'agira plutôt d'un rééquilibrage convenu, qu'appellent de tous leurs vœux et à leur grand bonheur, les sénégalais de France et les français au Sénégal.

Amadou Lamine THIAM

LE FORUM MONDIAL POUR LA SOUVERAINETÉ ET L'INNOVATION VACCINALES (GAVI)

TEMPS FORTS DE L'ALLOCATION DU PRÉSIDENT BASSIROU DIOMAYE FAYE

Le 20 juin, Gavi, l'Alliance du Vaccin (Gavi) a coorganisé le Forum mondial pour la souveraineté et l'innovation vaccinales aux côtés de l'Union africaine et de la République française. Lors de cet événement, ouvert par le Président du Conseil d'administration de Gavi, le Président de la République française et le Président de la Commission de l'Union africaine (CUA), Gavi a appelé les donateurs à soutenir ses efforts pour protéger un plus grand nombre d'enfants, contre un plus grand nombre de maladies, plus rapidement que jamais, en publiant son Opportunité d'investissement pour sa prochaine période stratégique, 2026–2030. Le Forum a également marqué le lancement de l'Accélérateur de la production des vaccins en Afrique (AVMA), qui bénéficiera d'un financement à hauteur de 1,2 milliard de dollars US de la part des donateurs au cours des dix prochaines années.

Des pays du monde entier ont participé à ce Forum mondial, notamment les chefs d'État ou de gouvernement de l'Allemagne, du Botswana, du Ghana, de la Norvège, du Rwanda et du Sénégal, ainsi que des représentants de haut niveau de gouvernements (parmi lesquels plus de 25 ministres) et de la Commission européenne, des dirigeants d'organisations partenaires telles que l'OMS, l'UNICEF, le Fonds mondial et UNITAID, ainsi que des représentants de la société civile, des banques de développement et du secteur privé. Le président Bassirou Diomaye Faye qui y a pris part, a prononcé un discours historique.



Je voudrais tout d'abord remercier les autorités françaises pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité qui nous ont été réservés depuis notre arrivée à Paris. Je suis heureux de me joindre à vous aujourd'hui pour participer à cette campagne de mobilisation en faveur de l'innovation et de la souveraineté vaccinales, dénommée lancement de l'Accélérateur africain de fabrication de vaccins.

Je tiens à féliciter les organisateurs de cet événement, GAVI, l'Alliance mondiale pour les vaccins, l'Union africaine et le CDC AFRICA, ainsi que notre hôte, la France, pour les efforts déployés au service de la santé publique. En étant ici personnellement, je voulais exprimer mon attachement personnel à la santé et l'importance qu'elle occupe dans les priorités de notre gouvernement.

EN COUVERTURE

En concentrant notre réunion d'aujourd'hui sur l'accélération de la fabrication de vaccins en Afrique grâce à AVMA, GAVI et les partenaires passent de la parole aux actes pour améliorer la situation de la vaccination en Afrique. Nous avons besoin de médicaments, mais nous avons surtout besoin de vaccins, et nous en avons souffert pendant la pandémie de COVID-19. L'arrivée tardive des vaccins sur le continent a été l'un des principaux défis.

L'un des défis majeurs de l'Afrique aujourd'hui est de produire des vaccins, des médicaments et d'effectuer des diagnostics. Nous devons être capables d'atteindre différents réseaux de distribution de médicaments pour atteindre le niveau de santé du futur. C'est l'un de nos défis actuels, et nous demandons à tous de nous soutenir dans cette mission. Cette question est une priorité aussi importante que les situations de guerre ou le changement climatique.

L'Afrique possède une capacité de production locale de vaccins, et certains pays pionniers se sont engagés dans cette voie, comme le Sénégal avec l'Institut Pasteur de Dakar. Cet institut, créé il y a un siècle, a une expérience de cent ans dans la production de vaccins. L'Institut Pasteur de Dakar a produit son premier vaccin contre la fièvre jaune en 1937, et ce même vaccin a été préqualifié par l'OMS en 1966. Pour renforcer ses réalisations et produire plus de vaccins, l'institut s'est fixé comme objectif de produire 60 % des vaccins en Afrique d'ici 2040.

Pour atteindre ces objectifs, l'Institut Pasteur de Dakar a développé un programme ambitieux estimé à 250 millions de dollars. Ce programme vise à améliorer toute la chaîne de valeur de l'immunisation, de la définition des besoins à la production et à la distribution de vaccins. L'acquisition d'équipements est en cours de finalisation. Le site de vaccinopole de Diamniadio est l'une des unités de ce programme et aura une capacité de production annuelle de trois millions de vaccins, utilisant des plateformes technologiques telles que l'ARN messager.

Nous avons également développé une agence nationale de réglementation pharmaceutique pour atteindre le niveau nécessaire à l'accréditation des différents vaccins. Tout cela n'aurait pas été possible sans un soutien supplémentaire en ressources pour financer la recherche, l'innovation et les infrastructures de santé. Je tiens à remercier les pays, les institutions et les organisations partenaires, en particulier GAVI, pour leur soutien constant



au Sénégal, notamment dans la promotion de l'immunisation et des vaccins.

Notre partenariat avec GAVI a permis d'obtenir de nombreux résultats positifs. Merci, M. Barroso, pour ce soutien permanent. Il a contribué à l'efficacité de notre programme national d'immunisation et à la lutte contre la mortalité infantile. Je sais que GAVI obtient les mêmes résultats positifs dans d'autres pays en matière de santé, de prévention et de fourniture de services médicaux de base.

Lutter contre la mortalité infantile est un élément essentiel de solidarité et, en reconnaissant ces services rendus aux pays bénéficiaires, GAVI mérite un soutien constant de la communauté internationale. C'est pourquoi, en tant que président de la République du Sénégal, j'appelle tous les pays et les institutions partenaires à contribuer très généreusement au réapprovisionnement du fonds GAVI pour la période 2026-2030. Soutenir le financement de GAVI, c'est aussi investir stratégiquement dans la protection de nos enfants et des générations présentes et futures.

Je m'engage dans cette campagne en faveur de GAVI et vous invite tous à vous mobiliser ensemble.

BASSIROU DIOMAYE FAYE ET EMMANUEL MACRON

UNE NOUVELLE IMPULSION AU PARTENARIAT ENTRE LE SÉNÉGAL ET LA FRANCE

Le Chef de l'Etat Bassirou Diomaye Faye s'est entretenu avec le Président français, Emmanuel Macron, en marge du Forum mondial pour l'innovation et la souveraineté vaccinales, le jeudi 20 juin 2024, à Paris. Dans un communiqué conjoint, les deux chefs d'Etat ont exprimé leur volonté commune de donner une nouvelle impulsion au partenariat entre le Sénégal et la France.

À l'occasion de ce premier échange, les deux chefs d'Etat ont exprimé leur volonté commune de donner une nouvelle impulsion au partenariat entre le Sénégal et la France, fondé sur un respect mutuel, un partenariat équilibré au service des intérêts réciproques des deux peuples, unis par des valeurs démocratiques partagées et une relation d'amitié.

Les deux présidents ont échangé



sur les défis communs à relever pour poursuivre et renforcer la coopération dans les secteurs qui contribuent à une plus grande souveraineté du Sénégal. Ils sont convenus de renforcer les projets structurants dans divers secteurs dont la transition énergétique, la santé,

la formation professionnelle, la production locale de vaccins et l'agriculture.

Les deux homologues se sont félicités de leur volonté conjointe de renforcer la qualité du partenariat entre la France et le Sénégal.

Diarra DIOP

JEAN-MARIE BOCKEL, ENVOYÉ PERSONNEL DU PRÉSIDENT MACRON À DAKAR

Jean-Marie Bockel, ancien secrétaire d'Etat sous Nicolas Sarkozy, nommé « envoyé personnel » du président Emmanuel Macron, se rend prochainement à Dakar.

Après plusieurs voyages récents en Afrique à Abidjan, N'Djamena et Libreville, M. Bockel se rend au Sénégal pour discuter de la présence militaire française. Paris envisage de réduire ses effectifs militaires en Afrique et de réajuster ses bases militaires en les réorientant vers la formation des armées africaines ou le soutien logistique. Une source à l'Élysée a expliqué que « c'est un dialogue qui sera ouvert avec les États concernés » et que les décisions seront prises « en fonction des contextes locaux et des attentes des partenaires » dans une optique de co-construction.



LE PRÉSIDENT BASSIROU DIOMAYE FAYE À PARIS EN COMPAGNIE DE LA PREMIÈRE DAME MARIE KHONE FAYE



LE PRÉSIDENT BASSIROU DIOMAYE FAYE A RENDU VISITE À L'ANCIEN PRÉSIDENT ABDOU DIOUF À PARIS

Lors de son séjour à Paris, le président Bassirou Diomaye Faye a eu l'opportunité de rencontrer l'ancien président Abdou Diouf. Ce moment d'échanges a été l'occasion pour Bassirou Diomaye Faye d'exprimer sa gratitude envers Abdou Diouf et sa famille pour leur accueil chaleureux.

Le président Bassirou Diomaye Faye a mis en relief la sagesse et les conseils avisés du Président Abdou Diouf, en priant qu'Allah lui accorde longue vie et bonne santé, afin qu'il continue d'éclairer la nation de son expérience acquise au cours de sa trajectoire administrative et politique.



DEUX ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, ALIOUNE TINE, PRÉSIDENT D'AFRIKAJOM CENTER ET ABDOULAYE FOFANA SECK, DIRECTEUR DE PUBLICATION DE REGARDS MAGAZINE REÇUS PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA RTS, PAPE ALÉ NIANG



65^{ème} SOMMET DE LA CEDEAO

LE PLAIDOYER DU PRÉSIDENT BASSIROU DIOMAYE FAYE



Le Président de la République, Bassirou Diomaye FAYE, a participé le dimanche 7 juillet 2024 au 65^e Sommet ordinaire des Chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui s'est tenu dans la capitale nigériane, Abuja.

Le sommet a été présidé par le Président de la République Fédérale du Nigeria, Bola Ahmed TINUBU, en sa qualité de Président en exercice de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO.

Dans son intervention, le Président Bassirou Diomaye FAYE a rappelé qu'il est impératif de poursuivre les efforts pour des retrouvailles de toute la famille afin de consacrer toutes les forces et les ressources aux projets et initiatives communautaires qui rassemblent les États membres. Il a appelé à travailler pour débarrasser la CEDEAO des clichés et stéréotypes qui la réduisent à la posture d'une organisation soumise aux influences de puissances extérieures et distante des populations qu'elle a la responsabilité historique de servir, conformément à son acte constitutif.

Abordant la question des tensions, le Président FAYE a souligné l'importance de renforcer les cadres préventifs des conflits en mettant l'accent

sur la concertation et le dialogue en temps de paix, afin d'amoinrir davantage les risques de crises et d'avoir plus de capacités de gestion en cas de leur apparition.

LES PRÉSIDENT DIOMAYE FAYE ET FAURE GNASSINGBÉ DÉSIGNÉS FACILITATEURS POUR LES DISCUSSIONS ENTRE LA CEDEAO ET L'AES

Le Président du Sénégal, Bassirou Diomaye Diakhar Faye, a été désigné par ses pairs, lors de la 65^e Session de la Conférence des Chefs d'État, comme « facilitateur » de la CEDEAO dans les discussions de la Communauté avec l'AES (Burkina Faso, Mali, Niger). En collaboration avec son homologue du Togo, Faure Essozimna Gnassingbé, il va s'employer faire revenir les trois pays sur leur décision « irrévocable et sans délai », annoncée en février 2024 et confirmée lors du Sommet des Chefs de l'AES de Niamey du samedi 06 juillet 2024, de se retirer de l'organisation.

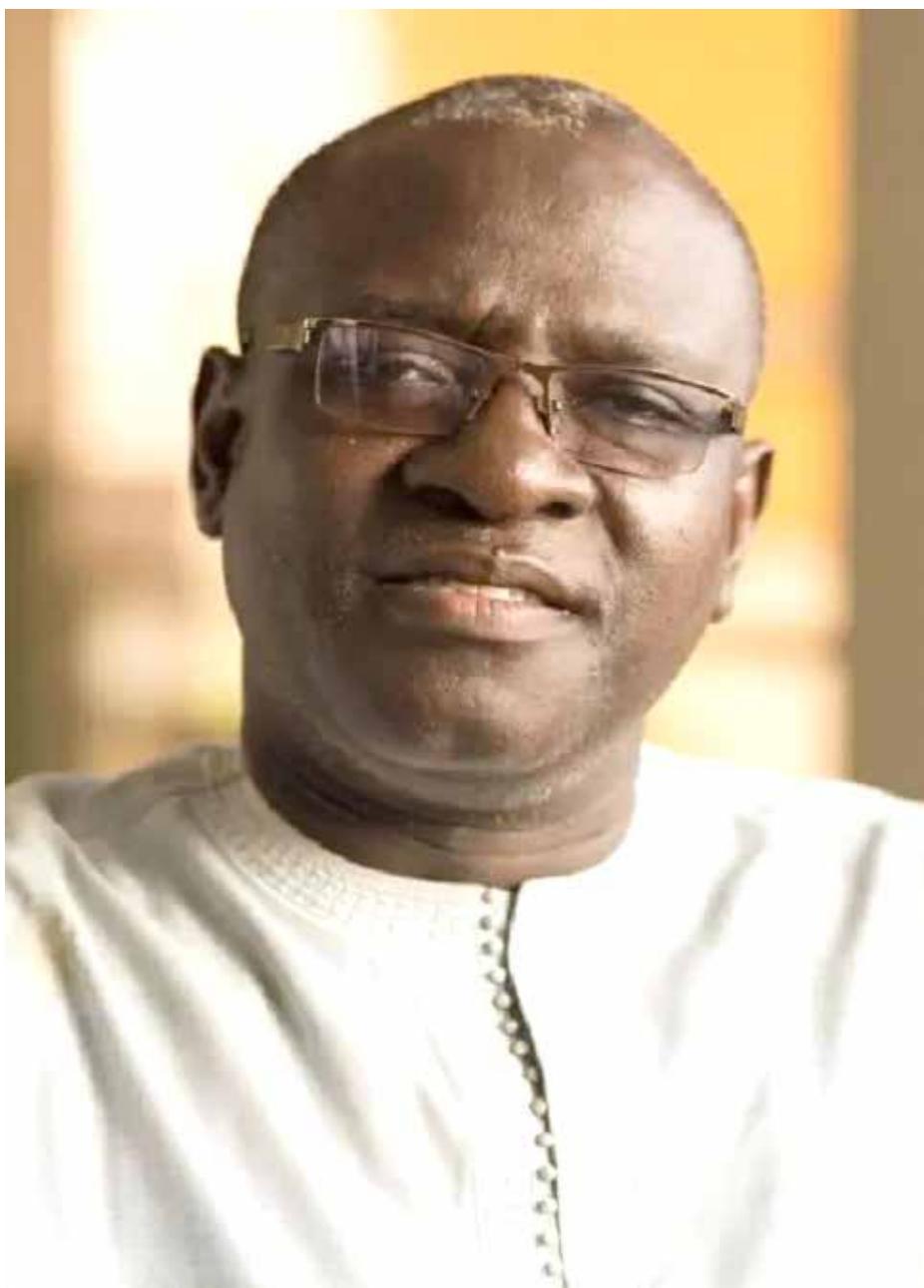
Ibrahima NDIAYE

INTERVIEW AVEC DR. BAKARY SAMBE, DIRECTEUR REGIONAL DU TIMBUKTU INSTITUTE

«Le Président Faye devra nécessairement s'appuyer sur le crédit diplomatique du Sénégal au sein de l'ensemble ouest-africain mais aussi sur sa légitimité personnelle et son aura issu de sa fraîche élection de manière démocratique»

On a désigné le Président Bassirou Diomaye Faye comme médiateur. Est-ce qu'avec ce contexte, il a une chance pour pouvoir faire revenir le Mali, le Burkina et le Niger dans la Cedeao ?

Les pays fondateurs de l'AES évoquent tous une situation irréversible et de non-retour. Mais la diplomatie commence souvent son œuvre lorsque tout semble bloqué pour ouvrir des brèches. Le président Bassirou Diomaye Faye lors de sa symbolique visite à Bamako avait emprunté la belle métaphore des « fenêtres » qui peuvent toujours s'ouvrir même si certains semblent fermer la « porte du dialogue ». Et comme le rappelait le Président sénégalais, il est indispensable de maintenir le fil si « ténu soit-il du dialogue » avec les pays frères que sont le Mali avec lequel la culture, l'histoire et la géographie nous lient mais aussi le Burkina Faso et le Niger, pays-pivot dans le Sahel central. Le fait que la CEDEAO confie au Président Bassirou Diomaye Faye cette mission en collaboration avec le Togo est assez significatif : cela part d'une légitimité du Sénégal et de sa capacité d'influence dans ce contexte si difficile, mais aussi du statut de son président dans la perception



de la jeunesse africaine au sein de laquelle il bénéficie d'un bonus générationnel, non pas seulement en termes d'âge mais surtout en ce qu'il peut incarner le changement de paradigme nécessaire qui est justement attendu de la CEDEAO.

Comment doit-il s'y prendre?

Le Président Faye devra nécessairement s'appuyer sur le crédit diplomatique du Sénégal au sein de l'ensemble ouest-africain mais aussi sur sa légitimité personnelle et son aura issu de sa fraîche élection de manière démocratique, ne souffrant d'aucun des griefs de délégitimation qui handicapent la crédibilité de certains donneurs de leçons de démocratie. Il incarne une exception démocratique dans une sous-région faisant face à une inflation de coups d'État. Ensuite, je pense que le Président Faye devra adopter une démarche inclusive et conciliante sachant que les pays de l'AES sont encore liés à l'ensemble sous-régional par plusieurs cadres de coopération comme l'UEMOA, l'OMVS pour le cadre spécifique du Mali. Donc, les ponts ne manquent pas. Il ne faut juste pas s'emurer dans les procédures et les rigueurs protocolaires encore moins dans une attitude d'exclusion. L'expérience des médiations montre que le niveau d'appropriation de toute démarche, même en diplomatie, est toujours proportionnel à celui de son inclusivité. Je suis persuadé que la démarche agile qui colle à son caractère conciliant pourra lui permettre de prêter autant d'attention aux interactions qu'aux procédures. Les outils et les leviers dont dispose la diplomatie sénégalaise

rompue aux rouages sous-régionaux et régionaux de même que la volonté affichée du Président Bassirou Diomaye Faye de concéder aux réformes nécessaires à la durabilité de la CEDEAO sont autant d'atouts pour des chances de réussite malgré toutes les difficultés auxquelles il faudra forcément s'attendre. Mais, il faudra veiller à ce que l'objectif d'immédiateté des résultats ne compromette pas les opportunités de gains diplomatiques progressifs et d'avancées intermédiaires. Pour cela, il ne faudra pas exclure de s'inscrire dans le temps long qui est souvent celui de la diplomatie sachant que même en l'absence de cadres formels de coopération, la nature historique des relations garantira le minimum de conditions pour générer constamment des espaces de confiance et de dialogue qui en définitive est une vertu africaine endogène.

Quels sont les risques si les trois pays quittent pour de bon la communauté régionale ?

Maintenant, pour ne pas tomber dans un optimisme béat, il faut retenir qu'une fois enclenchés, les évolutions de certains processus socio-politiques et géopolitiques peuvent se révéler imprévisibles et incontrôlables par les acteurs qui les ont déclenchés. Notre pays et la sous-région devront se préparer à toutes éventualités. On ne peut pas nier que le coup d'État au Niger et sa gestion continue d'être le catalyseur de bouleversements majeurs, de différents ordres, à l'échelle sous régionale et au-delà, dont les causes sous-jacentes étaient déjà en état de latence depuis le coup d'État au Mali. Il est triste de

constater que les conséquences immédiates donnent à voir les prémices de la fragmentation de la CEDEAO, socle de l'unité et l'intégration sous régionales, dans toutes ses dimensions: politique, économiques, socio-culturelle et sécuritaire. Si ce départ annoncé de la CEDEAO de la part de ces trois pays frères se confirmaient, on assistera, pour le déplorer, à une auto-balkanisation de l'Afrique de l'Ouest, la sous-région qui avait, pourtant, atteint le niveau d'intégration le plus avancé sur le continent. Or le salut de l'Afrique de l'Ouest comme du continent passe par plus d'unité et non plus de fragmentations, qu'elles soient en raison de causes endogènes ou exogènes. Mais, le ton et le contenu du Communiqué final du dernier Sommet d'Abuja montrent à suffisance que la CEDEAO semble avoir tiré les leçons du passé récent sur le fait que, stratégiquement, elle ne devrait plus, dans le cadre de mesures contre-productives et insensées, tomber dans le piège d'une mise en mal avec les populations de la région. Par-dessus tout, les Chefs d'État de la sous-région doivent prendre conscience du fait que quelle que soit la durée de la crise et des régimes dans ces pays, ce ne sera qu'une parenthèse critique dans le long cours de l'histoire commune entre les peuples. Le propre de toute crise est qu'elle est appelée à être dépassée quelle qu'en soit la durée. Cette crise passagère ne doit donc nullement compromettre ce qui tient ensemble les peuples de la région qui ont leur destin lié au-delà des cadres que peuvent être l'AES et même de la CEDEAO. ●

PREMIÈRE CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

BASSIROU DIOMAYE FAYE SE LIVRE

Le 13 juillet 2024, trois mois après son accession à la fonction suprême de l'État, Bassirou Diomaye FAYE s'est présenté à ses concitoyens du Sénégal et de la diaspora pour partager avec eux l'état du pays, les premiers actes qu'il a posés et les grandes orientations qu'il entend mettre en œuvre pour donner corps au Projet pastéfien. Se livrant sans détours ni artifices dans un discours clair, précis, courtois et réfléchi, il a marqué les esprits par la précoce facilité avec laquelle il a porté l'habit présidentiel.

Dès l'abord, la première conférence de presse du Président Faye a marqué le ton en ce qui elle a réuni exclusivement des journalistes de la presse sénégalaise, préférée pour une fois à celle étrangère, choisie judicieusement, comme pour signifier que le Président Sénégalais consacrait sa communication à son peuple avec des professionnels du cru. Le choix du Wolof d'abord puis du français ensuite portait la deuxième valeur symbolique du message qui s'adressait à ceux qu'il ne remerciera jamais assez pour l'avoir choisi à la station présidentielle. D'une courtoisie et d'une délicatesse infinies, Bassirou Diomaye Faye a décrit avec sérénité et mesure l'état inquiétant de l'économie sénégalaise dont son régime a hérité. L'illustration de cette pâle situation était le raclage des fonds politiques du président de la République en un trimestre de l'année budgétaire sur les quatre restants. Le président Faye a présenté la situation sur l'état des comptes publics et du nouveau d'endettement insupportable proche de 16.000 US dollars qui plombe les perspectives à court terme du pays.

Avec endurance et ingéniosité il a listé quelques réponses hardies qui ont permis de soutenir les premières défis et réaliser des promesses tels que la poursuite de l'approvisionnement en électricité et en eau, le financement de la campagne agricole, l'accès aux engrais et intrants, la diminution du coût de la vie, le remboursement d'une partie de la dette intérieure ainsi que du service de la dette, le paiement régulier des salaires.



RIEN NI PERSONNE NE PEUT NOUS SÉPARER

Répondant à quelques opposants et médias sceptiques qui augurent d'une éventuelle fissure entre le Premier ministre Ousmane Sonko et lui, qui lui ferait de l'ombre, Bassirou Diomaye a été clair, net et précis proclamant que rien ni personne ne peut nous séparer. Comme pour rappeler que Sonko moy Diomaye, Diomaye moy Sonko.

Avec une grande tempérance dans le propos, Bassirou Diomaye Faye a administré la preuve de son sens de la mesure et celle de sa grandeur d'âme en écartant toute chasse aux sorcières disant **non au règlement de comptes, oui à la reddition des comptes.**

Le Président Faye porte avec aisance le manteau d'un Chef

d'État fédérateur, rassembleur et pacificateur qui entend être passeur de paix et unificateur imperturbable.

Porteur du projet que son ami et Premier Ministre Ousmane Sonko et leurs compagnons ont patiemment conçu depuis 2014 jusqu'à leur triomphe, Bassirou Diomaye Faye attache du prix à l'équité sociale et au bien-être de ses concitoyens, les plus défavorisés d'entre eux au premier chef.

A ses intervieweurs Arame Touré, Souleymane Niang, Abdou Kogne Sall, Ndèye Marieme Ndiaye, Migui Marame Ndiaye, Pierre Edouard Faye, sous la modération de Fatou Sakho, le Président Bassirou Diomaye Faye a réussi avec brio l'exercice de communication qu'il a entrepris avec son peuple, ouvrant la perspective de rester en contact régulier avec sa nation.

Abdoulaye Fofana SECK

REGARDS

Magazine international d'informations générales

COMMUNIQUE DE PRESSE

«**Regards Magazine**» périodique sénégalais enregistré sous le n° ISSN-0851-657 X, existe et paraît dans le paysage médiatique sénégalais, voire africain depuis plus de 20 ans, suite à sa déclaration faite au parquet de Dakar, en date du 14 Novembre 2002.

Regards Magazine est victime depuis quelques mois d'usurpation de son titre par **Regards Quotidien** qui paraît sous notre titre depuis le lundi 06 février 2023 en version digitale, avec au surplus une absence de numéro ISSN, la demande de celle-ci, datant du mercredi 08 février 2023 auprès des archives nationales étant en cours.

Face à ce plagiat manifeste entretenu à dessein et à bon escient, le Président du CORED, celui de l'Association de la Presse en ligne et le Secrétaire Général du SYNPICS ont été saisis par le Directeur de publication de **Regards Magazine** aux fins d'exercer leurs prérogatives pour lever toute équivoque.

Regards Magazine, fait de l'équilibre de l'information son crédo sacré et se démarque totalement d'une presse de propagande partisane et très éloignée de ses valeurs de respect de l'éthique et de la déontologie journalistique.

Regards Magazine tient à informer l'opinion nationale et internationale de ces faits d'usurpation d'un titre consacré, relevant d'un piratage avéré dont le dessein est d'entretenir une confusion qui lui occasionne d'énormes préjudices.

Regards Magazine se réserve l'initiative d'user de toutes les voies légales pour la défense de ses intérêts en vue de préserver sa crédibilité et ses droits de propriété.

PROGRAMME NIETTI ELECTIONS

FORUM SUR L'EVALUATION DE LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES

DATE: LUNDI 10 JUIN 2024 | LIEU: HÔTEL FLEUR DE LYS, POINT-E



FORUM SUR L'EVALUATION DE LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES



Dans le cadre du programme NIETTI ELECTIONS mis en œuvre par le Consortium pour le Renforcement des Processus Politiques et Electoraux (CEPPS) et financé par l'USAID, le lundi 10 Juin 2024 à l'Hôtel Fleur de Lys du Point-E, à Dakar, la Plateforme des organisations de femmes dénommée « l'Initiative des 7 », en collaboration avec le National Democratic Institute (NDI), a organisé un forum sur la participation politique des femmes au Sénégal durant les trois dernières élections.

Cet événement a réuni plus d'une soixantaine de participants : des femmes leaders politiques, des membres de la société civile, des activistes et bien d'autres acteurs clés. Dans son message de bienvenue, la Présidente du COSEF, Dr Seynabou MBAYE GUEYE, coordonnatrice du Consortium, a fait l'historique du combat de la participation politique des femmes. Elle a

souligné que ce cadre de rencontre offert par le National Democratic Institute (NDI) ne devra pas seulement se limiter à la participation des femmes au processus électoral, mais doit être une occasion de faire des propositions pour améliorer l'inclusion des femmes dans les postes de décisions et revisiter certains aspects du cadre légal dans ce nouveau contexte de réformes. Le Directeur Résident Sénior du NDI, M. Alain AYADOKOUN, tout en saluant le Consortium pour l'initiative, s'est dit très honoré de prendre part à cette rencontre d'évaluation de la participation politique des femmes. Rappelant les activités d'appui spécifique aux femmes depuis les années 2000 menées par son institution ici au Sénégal, M. AYADOKOUN a souligné que le NDI demeurera très sensible et attentif aux recommandations qui sortiront de ces assises.



Madame Seynabou DIALLO, Directrice Adjointe de la Direction Gouvernance et Droits Humains de l'USAID, représentant la Directrice de l'USAID, a dans son intervention salué la volonté des femmes toutes tendances confondues à se retrouver pour faire le bilan de la participation politique des femmes aux trois derniers scrutins. Soulignant le faible nombre de femmes candidates à l'élection présidentielle du 24 mars 2024, Mme DIALLO a appelé toutes les parties prenantes à prendre des mesures concrètes pour garantir une participation pleine et équitable des femmes aux élections à venir. Elle n'a pas manqué de rappeler que son institution dans le cadre du Programme NIETTI Election a investi environ six milliards de francs CFA en soutien au processus électoral. Aussi a-t-elle réaffirmé l'engagement de l'USAID à poursuivre ses efforts et à travailler en partenariat avec les différents acteurs pour créer un environnement plus inclusif et équitable pour une meilleure participation politique des femmes.

La Représentante du Ministère de la Famille et des Solidarités, Madame Rokhaya DIAKHATE, a quant à elle dressé un sommaire des actions menées par son département allant de l'application des dispositions du Code de la famille qu'aux lobbying auprès des ministères sectoriels pour l'intégration des femmes dans les différents programmes. Elle s'est dit très heureuse de la qualité des participants à la rencontre qui vont sans complaisance aucune faire des recommandations fortes pour impulser

davantage les réformes en faveur des femmes depuis le niveau familial, communautaire jusqu'au sommet de l'Etat du Sénégal. Madame Rokhaya DIAKHATE a déclaré que Madame Le Ministre a marqué tout son engagement à s'y mettre, étant elle-même membre de la société civile et du COSEF. Il est à noter que ce forum a connu la participation de l'honorable Aminata TOURE, ancienne Premier Ministre du Sénégal, Présidente du mouvement Mimi2024 ainsi que celle du Professeur Awa NDIAYE, Présidente de l'Observatoire Nationale de la Parité, ancienne Ministre. Ces personnalités ont fait de brillantes interventions pour non seulement orienter les débats mais aussi pour la remobilisation des femmes au profit des femmes. Le Représentant du Collectif des Organisations de la Société Civile pour les Elections (COSCE) M. Cheikh Tidiane CISSE a délivré un message de soutien du Professeur Babacar GUEYE, Président du COSCE empêché.





Rappelons que, « l'Initiative des 7 » est composée du Conseil Sénégalais des Femmes (COSEF), de l'Association des Juristes Sénégalaises (AJS), du Groupe d'Initiative des Femmes (GIF), du Réseau Siggil Jigéen, de l'Association des Femmes Journalistes, de l'Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement (AFARD) et du Centre de Recherche, d'Étude et de Documentation sur les Institutions et les Législations Africaines (CREDILA).

Plusieurs autres organisations féminines telles que le Groupe d'Information des Femmes (GIF),

la Fédération des Associations Féminines des Femmes (FAFS), le Mouvement Sursaut Citoyen, le Réseau National des Femmes Travailleuses du Sénégal (RNFTS), Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes dans l'Espace CEDEAO (RESPECO) ont pris part à cette rencontre d'évaluation qui a permis d'analyser les obstacles liés à la participation des femmes au processus électoral et de formuler des recommandations pour des réformes en vue d'appuyer la loi sur la parité. La finalité de cet événement est de renforcer la représentation et l'influence des femmes dans le processus électoral, garantissant ainsi une démocratie plus inclusive et égalitaire.



LE PR BASSIROU DIOMAYE FAYE REÇOIT LES LETTRES DE CRÉANCES DES AMBASSADEURS DE LA COLOMBIE ET DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE



Leus deux diplomates nouvellement accrédités à Dakar présentent leurs lettres de créance au Président Bassirou Diomaye Faye.



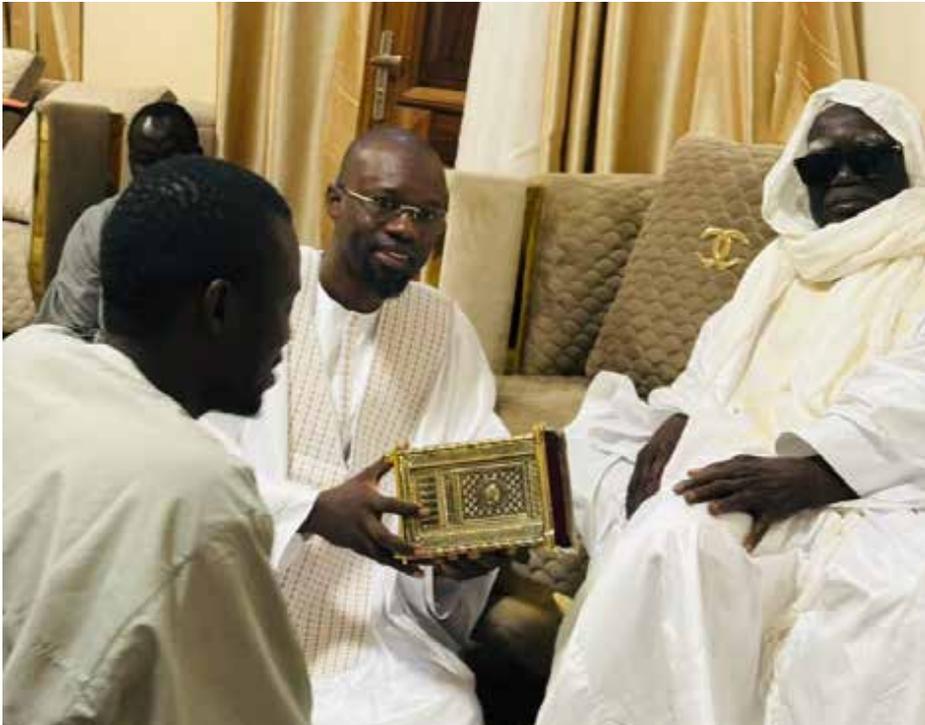
LE PM OUSMANE SONKO REÇOIT EN AUDIENCE LES AMBASSADEURS DE BELGIQUE ET DU KOWEÏT



Les audiences avec les ambassadeurs accrédités au Sénégal se poursuivent à la Primature. Le Premier ministre Ousmane Sonko a reçu en audience ce vendredi, 28 Juin 2024 successivement les ambassadeurs de la République de Belgique, Mme Hélène de Bock et du Koweït, Abdel Al Amr



VISITE DU PM OUSMANE SONKO AU KHALIFE GENERAL DES MOURIDES



Le Premier Ministre Ousmane SONKO a effectué, le mardi 09 juillet 2024, une visite au Khalife Général des Mourides, Serigne Moutakha MBACKE. Les échanges ont porté sur la vision du « PROJET » pour la ville sainte de Touba.

Lors de cette audience avec le Khalife Général des Mourides, Le Premier Ministre Ousmane SONKO s'est engagé à répondre aux préoccupations prioritaires de la communauté mouride et à améliorer les conditions de vie dans la ville sainte de Touba.

*Ousmane SECK,
correspondant permanent à Touba*

LE PM OUSMANE SONKO À TIVAOUANE CHEZ LE KHALIFE GENERAL DES TIDIANES



Après son déplacement à Touba, le Premier Ministre Ousmane SONKO a été reçu à Tivaouane par le Khalife Général des Tidianes, Serigne Babacar SY Mansour. Les discussions ont porté sur la vision du « Projet » visant à promouvoir le développement du Sénégal.

*Ousmane SECK,
envoyé spécial à Tivaouane*

CÉLÉBRATION DE LA FÊTE DU 14 JUILLET À DAKAR

KHADY DIENE GAYE, MINISTRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE MAGNIFIE LES BONNES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LE SÉNÉGAL



Le ministre de la jeunesse, de la Culture et des sports, Mme Khady Diene Gaye a représenté le gouvernement du Sénégal, lors de la cérémonie marquant la fête nationale de la France, le samedi 13 juillet à la Résidence de l'Ambassadeur de France au Sénégal. Lors de son discours, Mme la ministre est revenue sur les relations bilatérales entre la France et le Sénégal marquées par de nombreuses réalisations, des soutiens sur divers plans, culturel, sportif pour ne citer

que ceux-là.

En effet, a ajouté la ministre de la jeunesse, de la culture, et des sports, « dans la vie d'une nation, la célébration de la fête nationale revêt une importance capitale. Non seulement, elle constitue un moment de réjouissance et de commémoration autour d'un idéal commun mais elle compte également mener une analyse sur le passé et sur le présent afin de tracer des voies vers un avenir meilleur».

«Nous saluons l'hospitalité

française qui facilite l'intégration sociale de nos ressortissants Sénégalais». Dans le même sillage, la communauté Française établie au Sénégal bénéficie, elle aussi d'un niveau d'intégration fort appréciable et soutient les acteurs économiques, les touristes, et les retraités venus s'installer au pays de la Téranga, notamment sous le soleil enchanteur de la petite côte d'où je suis originaire», a-t-elle soutenu.

Abdoulaye Fofana SECK

FÊTE DU 14 JUILLET À DAKAR

LES TEMPS FORTS DU DISCOURS DE CHRISTINE FAGES, AMBASSADEUR DE FRANCE AU SÉNÉGAL



(...)
Je suis heureuse de vous recevoir ce soir à la Résidence de France, pour célébrer – par anticipation – la fête nationale du 14 juillet.

Avant toute chose, permettez-moi de remercier chaleureusement le chœur des enfants de l'école Aimé Césaire qui viennent de remarquablement interpréter nos hymnes nationaux.

Cette célébration est particulière pour moi car il s'agit de ma première fête nationale en tant qu'ambassadrice de France au Sénégal. Vous le savez, pour un diplomate français, être nommé au Sénégal c'est à la fois une preuve de confiance de nos autorités respectives et un défi. Cette confiance m'honore et je suis très fière d'être la première femme à occuper ce poste prestigieux, un choix de cœur pour moi et mon mari. Le défi est celui de consolider cette relation unique et pluriséculaire, le défi également de la faire évoluer dans un environnement international changeant, ouvert, compétitif, et sur lequel pèsent

de nouvelles menaces.

En effet, le contexte international reste marqué par des bouleversements profonds, par un affaiblissement de l'ordre international basé sur le droit, un affaiblissement de l'idée démocratique, on le voit par la montée des populismes, et au fond par un affaiblissement de nos mécanismes de coopération et de partenariat existants. Cette année encore aura été marquée par la guerre qui a lieu sur le sol européen du fait de l'agression russe contre l'Ukraine. Mais je pense également à la situation terrible au Moyen-Orient depuis les attentats du 7 octobre contre Israël et la guerre à Gaza et les souffrances humaines catastrophiques qu'elle entraîne. Enfin, je ne veux pas que nous oublions ici l'importance et la continuité de notre lutte contre le terrorisme et la paix et la stabilité dans le Monde et pour ce qui nous occupe en Afrique. Dans ce cadre la France n'a eu de cesse de saluer l'action du Sénégal et de la CEDEAO dans ces efforts.



SEM Christine Fages, Ambassadeur de France au Sénégal et Mme Aïda Mbodj, Déléguée générale de la DER/FJ

Ces conflits interviennent alors même que nous sommes confrontés à des défis de plus en plus planétaires qui requièrent plus de coordination, qu'il s'agisse de la paix et de la stabilité, du climat, de la biodiversité, de la lutte contre la pauvreté, du développement, mais également de l'intelligence artificielle ou du numérique.

Cette première année écoulée ici au Sénégal aura été, pour moi, riche et intense, pour ne pas dire sportive pour reprendre une métaphore d'une actualité toute particulière.

Depuis mon arrivée, j'ai pu me rendre au Sine Saloum (Toubacouta et Palmarin), à Saint-Louis, à Kédougou et en Casamance, où j'ai pu mesurer le dynamisme, la créativité, l'énergie, le talent et l'ambition des Sénégalaises et Sénégalais, avec lesquels nous faisons vivre, au quotidien, le partenariat entre nos deux pays.

J'ai également pu observer la richesse et le sens de l'innovation chez les jeunes entrepreneurs, dans les domaines du sport, de la mode, de l'artisanat, de la musique ou encore du cinéma.

Mais surtout, j'ai pu ressentir l'amitié qui unit nos deux peuples. Cette amitié se mesure d'ailleurs à la présence, dans l'Hexagone, de la communauté sénégalaise la plus importante au monde : 116 000 ressortissants sénégalais inscrits, auxquels s'ajoutent de très nombreux binationaux qui enrichissent nos deux pays et notre relation si singulière. En miroir, le Sénégal accueille la plus grande communauté française d'Afrique sub-saharienne avec 21 000 Français inscrits au registre avec là encore de nombreux binationaux. Chers amis, nul besoin de vous le redire, car vous le savez déjà, mais le Sénégal et la France partagent une relation unique, construite sur des liens entre les Sénégalais et les Français, humains et culturels, chaleureux et confiants qui se développent sans cesse et portent notre relation vers l'avenir.

Ces liens se tissent (i) au gré des échanges universitaires - la France accueille 15 000 étudiants sénégalais, ce qui fait du Sénégal, en proportion, le pays au monde qui envoie le plus d'étudiants en France), (ii) au gré des projets portés par nos territoires, (iii) au gré de l'activité de nos entreprises dont 270 sont installées ici, représentant plus de 30 000 emplois directs dont près de 90% sont occupés par des Sénégalaises et Sénégalais et se distinguent par la formation et les transferts de technologies qu'elles mettent en œuvre, (iv) ou encore au gré des activités de la diaspora, symbolisées notamment par le programme Choose Africa qui accompagne la diaspora sénégalaise présente en France, dans ses investissements et ses projets entrepreneuriaux sur le territoire sénégalais.

Aussi, je considère que si le passé nous rassemble, l'avenir nous rapproche encore plus.

En effet, cette réception se tient alors que nous nous retrouvons à un moment charnière de l'histoire du Sénégal et de la relation bilatérale, où le Sénégal s'est révélé fidèle à sa tradition démocratique. Et le peuple sénégalais a exprimé, très clairement, massivement, son aspiration à un changement profond.

Comme vous le savez, les Présidents Bassirou Diomaye Diakhar Faye et Emmanuel Macron se sont rencontrés à Paris le 20 juin dernier et ont posé les bases d'un partenariat renouvelé et équilibré fondé sur le respect mutuel, au service des intérêts réciproques des deux peuples, unis par des valeurs démocratiques partagées et une relation d'amitié.

Nos deux Présidents ont également échangé sur les défis communs à relever pour poursuivre et renforcer la coopération dans les secteurs qui contribuent à une plus grande souveraineté du Sénégal, notamment la souveraineté et la transition énergétique, la souveraineté alimentaire, la souveraineté sanitaire, la formation professionnelle, le sport et bien sûr, la mémoire.



Mme Nathalie Node, Consule générale de France à Dakar en compagnie du chanteur Ismaëla Lô



Mihoub Mezouaghi, Directeur Agence Française de Développement (AFD) au Sénégal

Ces secteurs d'activité sont au confluent des défis que posent entre autres l'emploi des jeunes, le changement climatique et le développement économique de nos pays.

Dans ce contexte d'alternance démocratique, et dans l'esprit de l'agenda transformationnel voulu par le Président de la République, la France et le Sénégal ont l'opportunité de proposer une méthode renouvelée et assumée de dialogue bilatéral : franche et respectueuse de l'identité, des intérêts et des valeurs de chacun, transparente sur les objectifs de la relation, juste quant à la réalité des actes – et au récit qui les entoure, et rigoureuse dans le suivi des engagements pris.

Nous ne prétendons pas à l'exclusivité de notre partenariat. En revanche, nous savons, de part et d'autre, que nous appuyer sur notre héritage commun et l'intensité de notre relation nous ouvre des perspectives et des valeurs ajoutées partagées supplémentaires.

Et je vous le dis ce soir, la France est à l'écoute et aux côtés du Sénégal pour l'accompagner, sur les sujets que nous identifions ensemble comme prioritaires et dans la forme qu'il souhaitera.

Madame la Ministre, permettez-moi de vous dire combien je suis heureuse que ce soit vous qui représentiez ce soir le gouvernement du Sénégal, car s'il est bien des domaines qui illustrent l'intensité de notre relation c'est bien ceux de votre portefeuille : la culture, de la jeunesse et les sports.

L'actualité m'oblige à commencer par le secteur du sport : dans moins de deux semaines la France accueillera en effet le monde entier à Paris. Je salue d'ailleurs la qualification de plusieurs athlètes sénégalais, dont certains viennent de briller aux championnats d'Afrique d'athlétisme de Douala, et qui, pour la plupart, ont pu venir s'entraîner en France, aux côtés des sportifs français dans les mêmes installations et sous le

même climat que lors des compétitions, pour leur permettre de donner le meilleur pour leur pays. Je comprends des nouvelles du jour qu'il sera même possible de se baigner dans la Seine.

Vous le savez, dans le continuum des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, le Sénégal accueillera en 2026 les Jeux olympiques de la jeunesse, pour lesquels la France s'est engagée à vos côtés dans le cadre d'un partenariat riche et dense – plus de 100M €. Nous poursuivrons bien sûr notre soutien à la préparation des JOJ 2026, qui s'accélérera dès le rideau tombé sur les Jeux olympiques et paralympiques de Paris.

Ce soutien portera sur la construction et la réhabilitation d'infrastructures majeures mais aussi sur l'héritage des JOJ, la préparation des athlètes sénégalais, la structuration du mouvement sportif sénégalais et l'inclusion par le sport.

Car au-delà de l'événement, dont l'importance ne doit pas être sous-estimée, car il s'agira du premier événement olympique à se tenir sur le continent africain, celui-ci sera un accélérateur du sport au Sénégal. La capacité du sport d'être un vecteur d'inclusion sociale, d'égalité entre les femmes et les hommes n'est plus à démontrer, et c'est à cela, aussi, que s'attachera notre compagnonnage sportif.

J'en profite d'ailleurs ici pour lier sport et mémoire et saluer chaleureusement M. Oumar Dieme, ancien tirailleur sénégalais qui portera la flamme olympique le 26 juillet prochain, comme un symbole entre ce passé et ce futur qui nous unit. Nous sommes honorés de sa participation.

Ensuite, nos liens continueront de s'intensifier sur le plan culturel, Madame la Ministre. En s'appuyant sur les Instituts Français de Dakar et



SEM Christine Fages, Ambassadeur de France au Sénégal et le Dr Bakary Samb



Mme Aïda Mbodj et Abdoulaye Fofana Seck

Saint-Louis, mais aussi les Alliances françaises de Kaolack et Ziguinchor, nous poursuivons de nombreux projets d'accompagnement de la montée en puissance des industries culturelles et créatives, et de la professionnalisation de nombreux jeunes Sénégalais dans les domaines de la danse, des arts visuels, ou du cinéma.

La France et le Sénégal se retrouveront également dans le cadre du sommet de la Francophonie que la France accueillera à la Cité internationale de la langue française de Villers-Cotterêts en octobre prochain, auquel le Président Bassirou Diomaye Diakhary Faye a été invité par le Président Emmanuel Macron. La langue française a toujours été le trait d'union entre nos peuples. Le président poète Leopold Sedar Senghor définissait magnifiquement la francophonie. Il disait ainsi que « la francophonie, c'est l'espoir d'une fraternité dans le respect mutuel et le dialogue des cultures ». Ce sommet constituera un moment très important pour l'organisation internationale de la Francophonie, à laquelle le Président Abdou Diouf a su donner un nouvel élan et une nouvelle profondeur.

Nous ne redirons jamais assez, notamment aux jeunes générations, à quel point ce patrimoine commun est à préserver et à renforcer.

Sport, culture, mais aussi éducation, enseignement supérieur, entrepreneuriat, mais encore agriculture, innovation, emploi, lutte contre le changement climatique : tous ces sujets ont un point commun, celui de la jeunesse et de ses perspectives. Je sais que le défi qui est le vôtre, Madame la Ministre de la jeunesse, et celui des nouvelles autorités du Sénégal : celui de proposer à une jeunesse, aujourd'hui majoritaire dans la population, un environnement, des outils et des options pour s'épanouir et se réaliser. Nous serons, là encore, à vos côtés pour contribuer,

selon vos souhaits et avec nos atouts, à répondre à ce défi majeur.

Voici donc bientôt un an que j'ai l'honneur de représenter la France au Sénégal.

Dans le contexte d'alternance que j'ai évoqué, j'ai dialogué avec de nombreux dirigeants politiques, économiques, religieux et membres de la société civile toujours dans un climat de bienveillance et d'écoute mutuelle.

De ces échanges nourris, francs et constructifs, je retiens avant tout l'attachement commun que nous portons à notre relation bilatérale, et notre volonté de l'approfondir encore, dans le respect des intérêts de chacun.

Enfin, à la veille d'une finale de football - où nous aurions tellement aimé voir nos Bleus -, permettez-moi de vous dire que j'ai moi aussi, depuis près d'un an, le privilège d'animer quotidiennement une équipe solide : l'Équipe de France au Sénégal. Une équipe composée de joueurs de grande qualité, entièrement dédiée au collectif, et à l'amitié franco-sénégalaise. Je tiens ici à les en remercier.

Pour finir, il est important de rappeler que le 14 juillet, contrairement à la légende, ne célèbre pas seulement la prise de la Bastille le 14 juillet 1789. Elle commémore aussi et surtout la réunion, le 14 juillet 1790, du roi et du peuple sous la bannière de la nation : c'est une fête de l'unité nationale et de la réconciliation. Car c'est ensemble que l'on va de l'avant. C'est d'ailleurs un des principes forts du Sénégal exprimé le « Nio far » (« nous sommes ensemble »).

Vive la France ! Vive le Sénégal ! Vive l'amitié franco-sénégalaise !

LEGISLATIVES EN FRANCE EMMANUEL MACRON SORT DU SILENCE «PERSONNE NE L'A EMPORTÉ»



Le président français Emmanuel Macron, sortant de son silence pour la première fois depuis les législatives de dimanche 07 juillet 2024 où la gauche est arrivée en tête mais sans majorité absolue devant son camp et l'extrême droite, a estimé dans une lettre publiée dans la presse régionale que «personne ne l'a emporté».

Emmanuel Macron, en déplacement à Washington pour un sommet de l'Otan, a demandé aux «forces politiques se reconnaissant dans les institutions républicaines» de «bâtir une majorité solide».

Dans une lettre aux Français publiée dans la presse régionale, il appelle à un rassemblement autour de «quelques grands

principes pour le pays, de valeurs républicaines claires et partagées, d'un projet pragmatique et lisible».

«Les Français ont choisi par les urnes le front républicain, les forces politiques doivent le concrétiser par leurs actes», ajoute-t-il.

Le RN et une partie de LFI exclus Emmanuel Macron ne précise pas quelles forces seront amenées à construire cette majorité, mais les conditions qu'il met excluent la participation du Rassemblement national et une partie au moins de La France insoumise.

«Personne ne l'a emporté», selon lui, mais il faut «inventer une nouvelle culture politique» face à la coexistence inédite de

trois blocs dans l'hémicycle: le Nouveau Front populaire, le bloc macroniste et le Rassemblement national.

Le chef de l'Etat précise qu'il «décidera de la nomination du Premier ministre» lorsque les partis auront «bâti» des «compromis», ce qui suppose de leur laisser «un peu de temps».

«D'ici là, le gouvernement actuel continuera d'exercer ses responsabilités puis sera en charge des affaires courantes comme le veut la tradition républicaine», précise-t-il, sans dire dans quel délai il acceptera la démission du gouvernement, maintenu pour le moment dans ses prérogatives antérieures.

Ibrahima NDIAYE

LA VÉRITABLE LUTTE DE POUVOIR APRÈS LE CHOC DES ÉLECTIONS LEGISLATIVES EN FRANCE

L'instabilité qui a résulté des récentes élections en France ouvre la deuxième étape qui commence maintenant. Elle pourrait être une lutte beaucoup plus longue et tout aussi agitée pour construire une coalition fonctionnelle à partir des résultats indécis du vote de dimanche 07 Juillet 2024.

«Beaucoup de choses ne sont pas claires. Nous savons qui a perdu, mais nous ne savons pas qui a gagné. Pouvons-nous apprendre l'art du compromis, si inhabituel pour nous ? Personne ne le sait, les signes ne sont pas forcément bons», a dit Sylvie Kauffmann, éditorialiste au journal Le Monde. Les risques d'impasse pour la France elle-même, pour son ordre constitutionnel, pour la stabilité européenne, et même pour la guerre de l'Ukraine contre l'agression russe - sont sérieux.

DES GUILLOTINES À L'AUBE ?

Mais il est bon de rappeler que ce pays n'est pas vierge des bouleversements politiques. Outre les révolutions, il y a eu le chaos et les révoltes qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale et qui ont fini par bouleverser l'ordre constitutionnel de la France, conduisant au système de gouvernement actuel, connu sous le nom de Cinquième République. Plus récemment, il y a eu les défis de la «cohabitation», lorsque des présidents et des premiers ministres de partis rivaux ont été



obligés de partager le pouvoir. Alors que les hommes politiques s'apprêtent à prendre leurs vacances d'été ou à se concentrer aux prochains Jeux olympiques de Paris 2024, il semble plus que probable que la température politique en France baissera d'un degré ou deux, du moins brièvement.

Mais si les batailles de cohabitation des années 1980 et 1990 ressemblent à des querelles de gentlemen autour d'une carte des vins, comparées

aux rixes furieuses et guillotines à l'aube qui, selon de nombreux observateurs, devraient préoccuper l'Assemblée nationale française pendant les semaines, voire les mois à venir.

Certains se demandent si l'électorat français, en dotant le Parlement de trois blocs minoritaires de taille presque égale, a rendu le pays «ingouvernable», ou s'il est simplement confronté au type de défi que tant d'autres nations européennes doivent relever presque systématiquement.

LE NOUVEAU FRONT POPULAIRE EN TÊTE, MAIS PAS MAJORITAIRE POUR GOUVERNER

Après avoir remporté, à la surprise quasi générale, le plus grand nombre de sièges lors de ces élections législatives, la coalition de gauche française, le Nouveau Front Populaire (NFP), a gagné le droit de choisir - ou d'essayer de choisir - le prochain premier ministre et de mettre en œuvre son programme.

Cependant, en l'absence d'une majorité active, tout candidat viable devra obtenir le soutien d'autres partis plus centristes. Qui pourrait correspondre à ce profil ?

Le NFP s'est empressé de s'unir autour d'une plate-forme commune avant les élections. Mais il contient de profonds clivages politiques, allant des anticapitalistes et des communistes aux socio-démocrates traditionnels. La coalition compte également des personnalités qui dérangent, comme Jean-Luc Mélenchon, qui pourrait rapidement provoquer l'effondrement de la coalition en raison du factionnalisme qui a souvent marqué la gauche de la politique française.

Certains se demandent si la présidente des Verts, Marine Tondelier, ne ferait pas l'affaire. Son profil relativement discret pourrait être un atout dans un paysage politique marqué par des années de querelles profondément personnelles et parfois vitrioliques.

LE «MACRONISME EST MORT»

Au milieu de tout cela, le président Emmanuel Macron reste sur son trône, marqué par les blessures politiques qu'il s'est lui-même infligées.

Son groupe centriste a perdu près d'un tiers de ses sièges à l'Assemblée nationale à la suite de son pari électoral totalement inutile de dissoudre le parlement et de convoquer des élections. Mais une entente avec le NFP et contre le RN l'a aidé à s'accrocher à beaucoup plus de sièges au second tour que ne l'avaient prédit les instituts de sondage.

L'impasse parlementaire pourrait-elle permettre à M. Macron de flotter au-dessus du chaos et de renforcer sa position ? Même ses alliés semblent sceptiques, convaincus qu'il est désormais pris au piège dans un «étai» entre les extrêmes qu'il avait promis de bannir de la vie politique française.

«Aujourd'hui, le Président de la République conservera une petite marge de manœuvre pour agir. Mais il ne sera plus le moteur programmatique politique du pays. De ce point de vue, après sept ans, le macronisme est mort», a déclaré à la BBC Gilles Legendre, un ancien député désabusé qui dirigeait le parti de M. Macron à l'Assemblée.

QUELLE SERA LA PROCHAINE ÉTAPE POUR LE RASSEMBLEMENT NATIONAL ?

Le Rassemblement national (RN), parti d'extrême droite, se remettra sans doute rapidement du choc causé par les résultats de dimanche 7 juillet 2024, qui ont provoqué un sombre silence au siège du parti - un contraste saisissant avec les célébrations euphoriques des électeurs de gauche dans les rues de Paris le même soir.

Le RN a d'ores et déjà tenté de présenter sa troisième place comme le résultat d'un accord cynique conclu par une «alliance malhonnête» de ses rivaux, plutôt



que comme la preuve de son manque de candidats crédibles et de son incapacité à convaincre suffisamment d'électeurs français de la sincérité de son éloignement de l'extrême-droite.

Le RN s'efforcera certainement de promouvoir son propre programme, y compris une répression de l'immigration et des réformes de l'école et de la police. Son engagement à soutenir l'Ukraine reste incertain, étant donné le soutien récent du parti au Kremlin et à son occupation de la Crimée. Le RN doit maintenant espérer que l'Assemblée soit dans l'impasse ou dominée par un programme d'extrême gauche économiquement prodigue, qui pourrait menacer davantage le budget déjà tendu de la France.

Des mois, voire des années, d'agitation pourraient alors donner au parti l'occasion de se présenter comme une force stable et modernisatrice, contrecarrée par les extrémistes de gauche et les vieilles élites.

Le RN aurait ainsi de bonnes chances d'augmenter sa part de voix lors d'élections législatives anticipées ou - et c'est là le véritable enjeu - de porter sa présidente, Marine Le Pen, à la présidence de la République française en 2027. L'avenir proche nous édifiera.

Ibrahima NDIAYE

LES JEUX OLYMPIQUES PARIS 2024 **UN ÉVÈNEMENT PLANÉTAIRE**



Les Jeux olympiques d'été de 2024 seront célébrés du 26 juillet au 11 août 2024 à Paris, en France. La ville est officiellement désignée lors de la 131e session du CIO à Lima, au Pérou, le 13 septembre 2017.

Après Londres (1908, 1948 et 2012), Paris devient la deuxième ville à célébrer les Jeux olympiques d'été pour la troisième fois, à cent ans d'écart (1900, 1924 et 2024), avant que ce ne soit le tour de Los Angeles (1932, 1984 et 2028). L'événement revient à son cycle olympique traditionnel de 4 ans, après les Jeux olympiques de 2020 de Tokyo qui ont eu lieu en 2021 en raison de la pandémie de Covid-19.

Le projet « Paris 2024 » s'appuie sur 95 % de sites déjà existants ou temporaires pour un budget annoncé de 6,6 milliards d'euros. Les seules réalisations

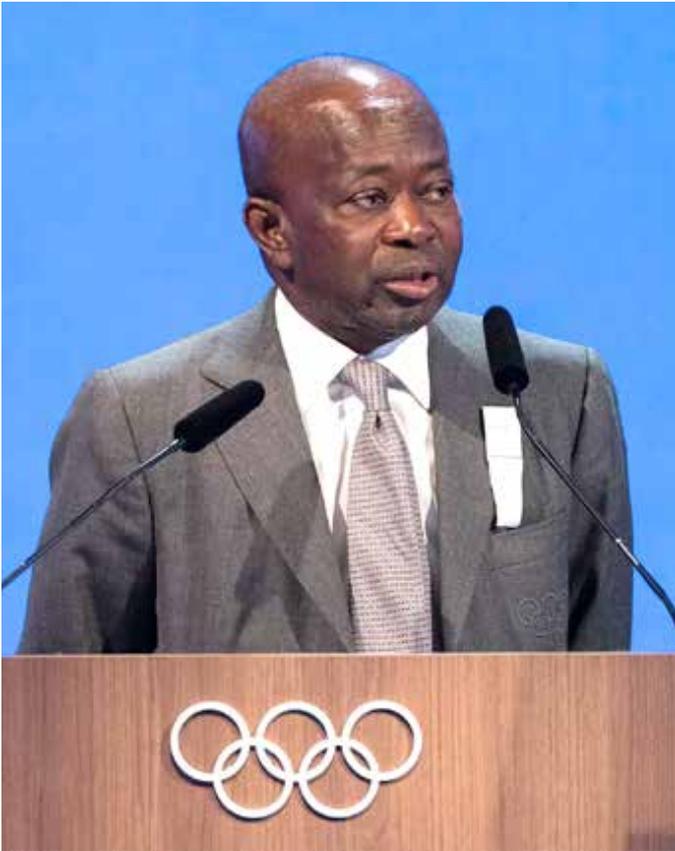
nécessaires sont un centre aquatique construit à côté du Stade de France, une arène couverte de 7 500 places pour le basket-ball et la lutte à la porte de la Chapelle ; en outre, le village olympique est situé à L'Île-Saint-Denis, Saint-Denis et Saint-Ouen-sur-Seine en Seine-Saint-Denis, tandis que le village des médias est établi à Dugny.

Tony Estanguet, qui dirigeait l'équipe de candidature avec Bernard Lapasset, prend la présidence du comité d'organisation des Jeux olympiques de Paris 2024, dont le directeur général est Étienne Thobois.

Pour la première fois aux J.O., la cérémonie d'ouverture va se dérouler hors du stade olympique, en l'occurrence en plein cœur de Paris, sur la Seine. Un évènement planétaire qui arrive quelques jours après les législatives anticipées de 2024.

Rassul SECK

LES ATHLÈTES SÉNÉGALAIS EN ROUTE POUR LES JO DE PARIS 2024



Mamadou Diagna Ndiaye, Membre du CIO et Président du CNOSS



Mme Khady Diene Gaye, ministre de la Jeunesse, de la Culture et des Sports,

A quelques jours du coup d'envoi des Jeux olympiques de Paris 2024, le compte à rebours est lancé pour les athlètes sénégalais. Ils sont huit issus de six disciplines pour représenter le Sénégal, avec l'ambition de décrocher une médaille tant attendue depuis 1988. Retour sur les préparatifs et les défis rencontrés par ces sportifs d'élite. Les Jeux olympiques de Paris 2024, qui se tiendront du 26 juillet au 11 août, et les Jeux paralympiques, du 28 août au 8 septembre, verront la participation de huit athlètes sénégalais issus de six disciplines : l'athlétisme, le canoë-kayak, le judo, l'escrime et le taekwondo.

Ces sportifs visent à ajouter une deuxième médaille olympique pour le Sénégal, la première depuis celle remportée par Amadou Dia Ba en 1988 à Séoul.

LOUIS-FRANÇOIS MENDY : L'ESPOIR DE L'ATHLÉTISME SÉNÉGALAIS

Louis-François Mendy, spécialiste du 110 m haies, est l'un des principaux espoirs sénégalais. Premier Sénégalais à se qualifier pour Paris 2024, il a atteint les minimas avec un temps de 13,18 secondes lors du



meeting international de Troyes, établissant un nouveau record sénégalais et africain. Cependant, Mendy rencontre des difficultés dans sa préparation en raison du manque de soutien de l'État, ce qui pourrait compromettre ses chances de performer au mieux lors des jeux olympiques.

MBAGNICK NDIAYE : LE PORTE-ÉTENDARD DU JUDO SÉNÉGALAIS

Triple champion d'Afrique, Mbagnick Ndiaye (-100 kg) représentera le judo sénégalais à Paris. Qualifié par le quota continental, il sera le seul judoka sénégalais aux JO, comme en 2016 à Rio et en 2020 à Tokyo. Mbagnick Ndiaye a échoué à libérer des places supplémentaires pour ses compatriotes lors des derniers championnats du monde à Abu Dhabi, mais il continue de viser haut pour Paris 2024.



Mbagnick NDIAYE, Champion d'Afrique de judo et sérieux espoir sénégalais de médaille

CANOË-KAYAK : UNE PRÉSENCE FORTE

Le canoë-kayak sera bien représenté avec trois athlètes : Yves Bourhis, Combé Seck et Edmond Sanka. Combé Seck a décroché sa qualification aux championnats d'Afrique, tandis

que Yves Bourhis, spécialiste du canoë slalom, fait un retour après avoir manqué les JO de Tokyo. Edmond Sanka, quant à lui, s'est qualifié pour les Jeux paralympiques grâce à sa performance à la Coupe du monde de para canoë en Hongrie.

ESCRIME ET TAEKWONDO : NDEYE BINTA DIONGUE, BOCAR DIOP ET IDRISSE KEITA

Ndeye Binta Diongue a obtenu son ticket pour Paris lors des qualifications africaines à Alger. Elle vise à réitérer sa performance des JO de Tokyo 2020, où elle avait marqué l'histoire de l'escrime sénégalaise. En taekwondo, Bocar Diop et Idrissa Keita (para taekwondo) ont décroché leur place lors du tournoi de qualification à Dakar, portant les espoirs du Sénégal dans cette discipline.

Rassul SECK

AIDA MBODJ NOMME SADIO MANÉ AMBASSADEUR DE BONNE VOLONTÉ

Sadio Mané, capitaine de l'équipe nationale de football du Sénégal, a été nommé ambassadeur de bonne volonté de la Délégation à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ). Cette initiative vise à promouvoir l'entrepreneuriat parmi les jeunes et les femmes au Sénégal. En tant qu'ambassadeur, Sadio Mané s'engage à soutenir les actions de la DER/FJ et à aider à mobiliser des ressources pour ses projets. Le choix de Sadio Mané comme ambassadeur est motivé par son engagement patriotique et son désir de contribuer au développement économique de son pays. Sadio Mané a affirmé sa volonté de s'engager dans un projet d'entrepreneuriat agricole capable de générer entre 5.000 et 10.000 emplois, soulignant l'importance de soutenir les initiatives entrepreneuriales des jeunes et des femmes sénégalais.



EURO 2024

LE SACRE DE L'ESPAGNE

• *Lamine Yamal au pinacle de son art*

L'Espagne sacrée championne d'Europe pour la quatrième fois grâce à sa victoire contre l'Angleterre sur la marque de 2 buts à 1. Un match où le suspense a prévalu jusqu'à l'ultime seconde de la rencontre. Lamine Yamal, au pinacle de son art, a été sacré meilleur jeune joueur du tournoi.



*Etudier
Promouvoir
Participer*

*Protéger
Contribuer
Assurer*



Une expertise unique dans la gestion du risque agricole au Sénégal

Issu d'un partenariat public-privé autour d'un capital de F.Cfa 3.155.490.000, la CNAAS réunit l'Etat du Sénégal, les compagnies d'assurances et de réassurance du Sénégal, une société de réassurance africaine, des organisations de producteurs et d'éleveurs et des privés nationaux.

Investie d'une mission d'intérêt public, la CNAAS protège les personnes physiques ou morales qui exercent une profession agricole contre les calamités naturelles et les risques liés aux activités agro-sylvopastorales. Elle assure la planification, la gestion du régime d'assurance

agricole pour le Sénégal et contribue ainsi à la modernisation de l'agriculture en faisant la promotion de nouveaux produits d'assurance agricole.

En implantation progressive dans tout le pays la CNAAS sert une clientèle variée d'agriculteurs, d'éleveurs, de forestiers, et de pêcheurs à titre individuel ou dans des organisations de producteurs. Elle opère aussi avec des administrations, des organismes, des banques, des institutions de microfinance et des sociétés de toutes natures opérant dans le monde agricole ou dans les secteurs connexes.

Cité Keur Gorgui Villa N°4 Cité des enseignants du supérieur, Sacré Cœur pyrotechnique
BP 15 297 Dakar Fann

Tel: +221 33 869 78 00 – Fax: +221 33 860 68 80

Web : www.cnaas.sn – E-mail : cnaas@cnaas.sn



NIETTI ELECTIONS



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



Strengthening Democracy
Through Partnership

Objectif stratégique :

Renforcer et consolider la transparence et l'intégrité du processus électoral pour des élections apaisées et inclusives au Sénégal

Bénéficiaires Principaux :

- Direction Générale des Élections (DGE)
- Commission Électorale Nationale Autonome (CENA)
- Collectif des Organisations de la Société civile pour les Élections (COSCE)
- Populations historiquement sous-représentées

Approche méthodologique d'atteinte des résultats :

- Support et accompagnement technique aux OGE,
- Renforcement de capacités des OSC,
- Amélioration de la participation des couches historiquement sous représentées de la population dans le processus électoral (personnes vivant avec handicap, femmes, jeunes) et des primo-votants.

Axes d'intervention :

- Appui aux Organes de Gestion des Elections (OGE)
- Promotion du dialogue entre les représentants de l'Etat du Sénégal, les différents partis politiques du pays et coalitions de partis, les Organisations de la Société Civile (OSC)
- Soutien à une éducation électorale et civique inclusives.

Acteurs de mise en œuvre :

- Fondation Internationale pour les Systèmes Electoraux (IFES)
- Institut Républicain International (IRI)
- Institut National Démocratique pour les Affaires Internationales (NDI)

Résultats à long terme :

- R1 : le renforcement de la crédibilité du processus électoral,
- R2 : la consolidation du dialogue politique et les réformes électorales
- R3 : la mise en place au profit du citoyen d'un système de veille et d'alerte performant à toutes les étapes du processus électoral.

